

São Tomé dix ans après la démocratisation Ou les apories d'un libéralisme systématique

L'« île illustre qui tint son nom de celui qui toucha le flanc de Dieu »¹ et dont la colonisation remonte à la fin du xv^e siècle n'est plus, depuis longtemps, au fond du golfe de Guinée, une clef de l'Atlantique Sud. Aussi bien, la découverte, cent ans plus tard, de la « grande route » passant au large du Brésil pour se rendre au cap de Bonne espérance et dans l'océan Indien lui a fait perdre durablement de sa première importance maritime et stratégique, que seule une moderne rivalité Est-Ouest raviva brièvement jusqu'en 1989.

Sans production économique d'envergure, la République démocratique de São Tomé e Príncipe (RDSTP), qu'elle constitue depuis 1975 avec sa jumelle, n'intéresse plus aujourd'hui qu'un nombre restreint de partenaires extérieurs, en attendant l'arrivée prochaine des prospecteurs pétroliers dans ses eaux territoriales. Pays d'une taille démographique très réduite (environ 140 000 habitants), l'archipel tente de repenser son avenir après une décennie placée sous le signe de la libéralisation à outrance dans tous les domaines, avec des résultats contrastés. Le bilan est à vrai dire révélateur de certaines détresses collectives depuis la naissance d'un monde unipolaire et « globalisé ».

Le triomphe politique de la démocratie

À certains égards, le cas de la RDSTP semble être exemplaire dans l'évolution actuelle des États membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Comme au Bénin, la fin d'un régime marxiste a non seulement permis la libéralisation politique, mais assuré l'alternance d'une manière parfaitement démocratique, puisque l'ancien parti unique est revenu au pouvoir à la fin de 1998 par la voie des urnes. Qui plus est, jusqu'à la prochaine élection présidentielle en 2001, le pays vit depuis cette date sous un régime de cohabitation entre un Président et un gouvernement (soutenu par une Assemblée) dont la philosophie et les options demeurent opposées, ceci sans

1. «... a ilha illustre que tomou/O nome dhum que o lado a Deos tocou », *Lusiades*, V (12), v. 7-8.

heurts majeurs ou risque apparent de coup d'État, la seule expérience en ce sens ayant rapidement échoué.

Les étapes de l'ouverture démocratique

Il est nécessaire de rappeler plus précisément les étapes successives de cette ouverture puis de cette alternance politique². Elles marquent en effet une incontestable assimilation des règles de la démocratie parlementaire formelle, qui contrastent totalement avec celles de la Constitution de 1975, ayant affirmé le rôle exclusif dévolu au parti unique dans la direction de l'État.

Alors que le régime marxiste, soutenu militairement par l'Angola et quelques soldats cubains, tient encore fermement en main les sphères dirigeantes et administratives du pays, des difficultés d'approvisionnement aggravées par la sécheresse de 1983 conduisent cependant à autoriser les plantations vivrières privées dans les grandes *roças* (« plantations, essarts ») étatisées à l'indépendance, puis à tenter une ouverture plus large sur l'extérieur, notamment par la création d'une compagnie aérienne et diverses initiatives émanant d'un homme d'affaires d'origine allemande. Ce n'est que le début, encore inconscient, du démantèlement économique progressif, puis plus large ensuite, d'un système centralisé et autoritaire sur le modèle de celui que le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) tentait d'imposer alors à tout l'Angola à partir de Luanda. Mais à São Tomé, pas de résistance locale à la manière de l'Unita ; tout au plus quelques marginaux réfugiés dans les hauts, sur ces monts escarpés, dans ces forêts brumeuses et impénétrables qui furent jadis si favorables à l'implantation des *quilombos* des esclaves marrons et où s'est conservée jusqu'à notre époque le souvenir des *angolares do pico*, ces groupes d'Africains qui vivaient en marge de la civilisation créole du nord de l'île.

Faute de pression interne suffisante, le vent du changement radical viendra de l'extérieur, avec la déliquescence puis la disparition de l'Union soviétique et non pas comme une suite au débarquement en 1988 de quelques dizaines de rebelles venus du Cameroun. Le gouvernement d'Angola, qui n'est plus soutenu par Moscou et La Havane, retire ses troupes en 1990-1991, tandis que Cubains et Soviétiques qui les accompagnaient quittent aussi l'archipel. Le régime du président Manuel Pinto da Costa, qui avait triomphé aisément du populaire Premier ministre Miguel Trovoadá juste après l'indépendance, et qui s'était montré, après 1985, favorable à la réconciliation nationale et au retour des quelques notables exilés au Gabon, au Portugal ou en France, vacille à son tour, alors que la situation financière et économique reste catastrophique malgré les offres de coopération avec l'Occident.

Le passage au multipartisme est effectué à l'initiative du MLSTP (Mouvement de libération de São Tomé e Príncipe) lui-même en août 1990. En janvier suivant, la formation au pouvoir depuis l'indépendance, qui tentait de courtiser l'électeur en devenant le MLSTP-PSD (par l'adjonction de la formule « Partido social democrata »), perd néanmoins les élections législatives organisées sur ce nouveau principe. Lors du scrutin présidentiel de

2. Pour plus de détails, voir le bilan de G. SEIBERT, « Recent History » : 895-899, dans la section « São Tomé and Príncipe », *Africa South of the Sahara 2000*, Londres, Europa Publications, 1999.

mars suivant, le chef de l'État annonce qu'il ne se représentera pas et c'est Miguel Trovoada, revenu de son exil parisien et soutenu par une coalition de nouveaux partis, qui est élu pour cinq ans avec une extraordinaire facilité (plus de 80 % des voix)³.

Une libéralisation économique radicale

La phase radicale et systématique de la libéralisation économique commence presque immédiatement, avec des résultats contrastés : programme d'austérité comprenant une dévaluation importante, mais aussi afflux d'argent frais procuré par l'aide internationale, brusquement démultipliée pour encourager la démocratisation naissante et conduisant à une démultiplication du marché local de consommation. Cette évolution rapide a un effet considérable sur le mode de vie, certaines catégories de la population s'enfonçant dans une pauvreté de plus en plus sensible, tandis que des habitudes inconnues jusque-là apparaissent. Des villas louées, à peine achevées et à des prix prohibitifs, aux nouveaux expatriés de l'aide au développement forment un quartier entièrement neuf au nord de la capitale. Des 4x4 sans nombre apparaissent sur des routes qui ne permettent toujours pas de faire le tour de l'île. Les jeunes s'habillent suivant les modes internationales et enfourchent des montures pétaradantes. La vie devient brusquement douce pour tous ceux qui savent trouver le chemin de l'argent.

Malgré la dégradation rapide et parallèle des infrastructures de santé et d'éducation, pourtant loin déjà d'être remarquables dans bien des cas, cette vitalité nouvelle dope le régime démocratique naissant mais n'empêche pas une détérioration croissante des relations entre le chef de l'État et le gouvernement, responsable devant une Assemblée nationale dominée par un autre parti que celui du Président, le PCD-GR (*Partido de convergência democrática-Grupo de reflexão*) dont le nom rappelle d'ailleurs le caractère improvisé et brouillon.

Après une dissolution de l'Assemblée en juillet 1994, les élections législatives anticipées du mois d'octobre permettent le retour au gouvernement du MLSTP-PSD, qui témoigne ainsi d'un retour de popularité, signe d'une incontestable lassitude devant les querelles des élus et des responsables, mais aussi de la naissance, dans un climat authentiquement démocratique, d'un réflexe électoral de « légitimité » en faveur de la formation qui avait mené le pays à l'indépendance et avait su conserver quinze ans durant un pouvoir sans partage. Elle seule, en fait, avait une lisibilité politique autre que de circonstance.

Du coup d'État au retour au pouvoir du MLSTP

Le 15 août 1995, et à la suite d'une nette détérioration de la situation sociale, se produit le premier coup d'État de l'histoire de São Tomé, les putschistes dénonçant, sur un mode de justification bien convenu, la corruption attribuée aux politiciens renversés. À la suite de pressions internationales multiples, le régime militaire ne dure cependant que six jours. Avec l'aide d'une médiation extérieure, la toute jeune armée nationale (créée

3. Voir résultats détaillés donnés p. 748 dans H. FLEISCHAKER, « São Tomé and Príncipe », in D. NOHLEN, M. KRENNERRICH & B. THIBAUT (eds.), *Elections in Africa. A Data Handbook*, Oxford, Oxford University Press, 1999 : 739-754.

après le départ des Angolais à partir des milices traditionnelles en 1992-1993 et disposant de 600 hommes seulement) rend le pouvoir au président Trovoada, moyennant un certain nombre de conditions.

Le chef de l'État est réélu en 1996, mais cette fois avec beaucoup plus de difficulté que la précédente. Il faut deux tours pour départager les deux candidats principaux, le Président sortant et l'ancien président Pinto da Costa, qui conteste un temps la valeur du scrutin, alors que la différence au deuxième tour, le 21 juillet, n'était entre eux que de 2 067 voix (tandis que 1 317 bulletins de vote étaient considérés comme non valables).

En réalité, cette victoire à l'arraché du champion local du libéralisme est liée à une décision lourde de portée : l'exclusion des registres électoraux des Capverdiens, qui jouèrent avant comme après l'indépendance un rôle capital dans l'économie de plantation. Si l'on compare les chiffres de la première et de la seconde élection présidentielle au suffrage universel, on constate en effet que le corps électoral comptait en 1991 52 618 électeurs (pour une population estimée à 117 5050 personnes, soit 44,8 % de celle-ci), alors qu'il n'était plus en 1996 que de 50 256 électeurs au premier tour et même 49 606 au deuxième tour (pour une population totale évaluée à 135 000 habitants, soit respectivement 37,2 % et 36,7 % de celle-ci)⁴. Cette baisse est d'autant plus nette que les citoyens santoméens résidant à l'étranger ont le droit de vote pour les élections présidentielles. Il est clair au vu de chiffres au demeurant peu suspects si on les compare à ceux de bien des élections africaines, que les quelque 3 000 électeurs retirés des registres entre 1991 et 1996 auraient pu faire la différence en faveur du candidat du MLSTP-PSD, qui ne prônait plus la révolution marxiste du temps de l'indépendance, mais « le changement tranquille » (*a mudança tranquila*), comme le proclamaient ses affiches électorales. Il n'est guère douteux que la communauté capverdienne, résidant encore très largement dans des *roças* qui avaient été nationalisées et dirigées directement durant quinze ans par l'ancien parti-État, aurait voté pour celui-ci, tant pour des raisons sociales que par ce réflexe légitimiste évoqué plus haut. Ce qui le prouve, c'est le résultat des élections de mars 1995 à Príncipe, à la suite de l'octroi d'un statut d'autonomie à cette île d'environ 5 000 habitants, à 80 % d'origine capverdienne : c'est le MLSTP-PSD qui a obtenu la majorité absolue, aussi bien à l'assemblée (7 membres) qu'au gouvernement (5 membres) régionaux.

Alternance et tradition politique locale

Quoi qu'il en soit de ces péripéties et de bien d'autres qu'il serait fastidieux de rappeler ici tant la vie politique santoméenne, dans son bouillonnement perpétuel et son changement presque incessant de Premiers ministres et de membres du gouvernement, semblait, en cette décennie de démocratisation, rester fidèle à la première époque de la colonisation – entre 1500 et 1850 environ – qui vit des querelles intestines sans nombre, le président Trovoada demeura au pouvoir, tandis qu'un gouvernement de coalition se maintint tant bien que mal jusqu'aux législatives de novembre 1998. Mais la montée du MLSTP-PSD devint irrésistible à la suite d'un mécontentement social généralisé, dû, largement, aux conséquences dans la vie quotidienne

4. *Ibid.* : 744, tableau 2.2 : « Electoral Body 1990-1998 ».

du laisser-aller général auquel on assistait dans la gestion du pays et de ses infrastructures. À la tête du parti se trouvait à nouveau Manuel Pinto da Costa, avec le titre de « président » et non plus de « secrétaire général ». Sa personne et sa formation étaient soutenues ouvertement par le MPLA à Luanda, où se trouvaient toujours les plus anciennes amitiés politiques du premier président de São Tomé et de ses proches. L'ancien parti unique remporta donc les élections avec plus de 50 % des suffrages exprimés, et ceci malgré le maintien du corps électoral au niveau du scrutin présidentiel de 1996, c'est-à-dire sans vote capverdien⁵. Il obtint ainsi une majorité parlementaire absolue avec 31 sièges sur 55 à l'Assemblée.

Cependant et à la suite de dissensions internes au MLSTP-PSD, ce n'est qu'en janvier 1999 que se constitua un gouvernement monopartiste, dirigé par Guilherme Posser da Costa, vice-président du Mouvement, qui avait été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement où dominait déjà cette formation et constitué en octobre 1994 sous la conduite de Carlos da Graça, alors secrétaire général. L'ancien chef de l'État n'avait pas voulu, semble-t-il, diriger le cabinet, sans doute dans l'attente de l'élection présidentielle de 2001, pour laquelle Miguel Trovoada ne pourrait se représenter, aux termes de la Constitution de 1990. Cette cohabitation plus radicale que les relations antérieures, même tendues, entre la tête de l'exécutif d'une part, et le cabinet ministériel ou l'Assemblée d'autre part, ne menèrent pas à l'abandon total de la politique suivie par le président de la République. Ainsi, le nouveau Premier ministre renforça-t-il les relations avec Taïwan établies en 1997 à l'initiative du président et au grand scandale du MLSTP-PSD.

Toutefois, avec un chef du gouvernement beaucoup plus volontaire et actif que ses prédécesseurs, l'inflexion générale fut nettement marquée par une orientation que l'on pourrait définir comme un retour à des principes plus vigoureux de bonne gestion, d'entretien des infrastructures et de préoccupation sociale à l'intérieur et, à l'extérieur, d'alignement sur Luanda plus que sur Libreville, dans un environnement sous-régional qui semblait d'ailleurs devenir alors très favorable au gouvernement angolais.

Cette alternance à la fois attendue et paradoxale révèle les inflexions profondes de la pratique politique du MLSTP, aujourd'hui acquis à la promotion de l'entreprise privée et se proclamant soucieux du respect des règles de la démocratie multipartite, tout en conservant un sens des intérêts publics et un souci du social qui font sa force électorale par rapport à ses adversaires libéraux et devraient le servir encore dans l'avenir.

L'alternance montre aussi que le modèle politique moderne de l'Europe occidentale s'est imposé avec une grande facilité en RDSTP, et ceci en dépit de quelques apparences, dont le maintien du « D » de « démocratique », si typique des régimes marxisants, et celui d'une phraséologie qui ne s'est pas toujours éloignée d'une certaine tradition moscovite. Ce n'est en fait guère étonnant si l'on se souvient que São Tomé e Príncipe, îles situées à quelques centaines de kilomètres des côtes du Nigéria (au nord) aussi bien que du Gabon, du Cameroun et de la Guinée équatoriale (à l'ouest), n'ont que très peu à voir, culturellement, avec des pays du continent africain où la démocratie parlementaire formelle connaît plus de difficultés à s'implanter en profondeur.

5. Voir chiffres détaillés, *ibid.* : 746, tableau 2.7 : « Parliamentary Elections 1991-1998 ».

Plus qu'une question de taille démographique, c'est peut-être un facteur lié à la différence de tradition politique ancienne qui explique ce phénomène. Dès le 22 avril 1525, par charte du roi Jean III de Portugal, le « bourg » (*povoação*) de São Tomé, qui n'est autre que la capitale actuelle du pays, était érigé en *cidade* (c'est encore aujourd'hui son nom courant, pour la distinguer de l'ensemble de l'île) disposant notamment d'un *senado da câmara*. Ce conseil municipal, se réunissant deux fois la semaine et détenant des pouvoirs extrêmement étendus sur les affaires locales, n'était évidemment pas élu au suffrage universel. Il était constitué dès le début du XVI^e siècle par les principaux notables de l'île, sous la suzeraineté du *donatário*, capitaine héréditaire nommé par le roi, mais il dut admettre dès 1528, sur injonction royale, des mulâtres, tandis que les officiers municipaux étaient élus au suffrage restreint⁶. Tout ceci témoignait donc d'une institution aristocratique, formée cependant et incontestablement de gens du pays et non de colons européens destinés à un séjour temporaire (comme l'île n'en connut, avec le reste de l'Afrique, qu'à partir de la fin du XIX^e siècle) et débattant librement de leur affaire propre. C'est là, on le voit, une situation unique dans la sous-région, puisque, par exemple, le premier maire élu de Libreville, capitale du Gabon, n'a été proclamé qu'en 1956 et que, d'autre part, la ville de Luanda, devenant finalement le chef-lieu des établissements portugais dans cette zone, ne s'est développée qu'à partir du début du XVII^e siècle, soit cent ans après *a cidade de São Tomé*.

Il n'est pas douteux que le goût des débats publics, jusque dans les questions les plus spécifiques, remonte dans la tradition locale aux premiers temps de la colonisation. Quant à l'esprit démocratique, il est certes entièrement nouveau, mais a su se combiner harmonieusement, dans un de ses principes essentiels – la recherche de l'équilibre des pouvoirs ou plutôt de ce qu'en anglais l'on nomme *check and balance* – avec les habitudes de rivalités parfois très vives et violentes, mais aussi de conciliation nécessaire entre les grandes familles de l'île (*a nobreza da terra*, comme on dit à São Tomé), appelées depuis cinq siècles à s'entendre en fin de compte pour continuer à vivre ensemble sur un espace restreint⁷.

Un échec socio-économique

Ce bilan politique positif (quelles que soient les nuances que tout analyste apportera à ce sujet en fonction de sa sensibilité propre) contraste fortement avec l'échec socio-économique de la politique de libéralisation entamée en 1990 : la privatisation d'une économie agricole d'État, loin d'apporter une solution même à terme, n'a fait qu'aggraver les problèmes antérieurs. Aujourd'hui se pose d'une manière aiguë la question des ressources en devises, dans l'attente d'une hypothétique période pétrolière qui s'ouvrirait au mieux dans quelques années. Parallèlement, le sort des anciens employés salariés des grandes plantations s'est dégradé d'une manière marquée, tant

6. Sur les institutions originelles de São Tomé, voir notamment R. GARFIELD, *A History of São Tomé Island, 1470-1655. The Key to Guinea*, San Francisco, Mellen Research University Press, 1992 : 88-94.

7. Sur cet aspect particulier de la vie locale, on consultera, pour la période récente, G. SEIBERT, *Comrades, Clients and Cousins. Colonialism, Socialism and Democratization in São Tomé and Príncipe*, Leyde, CNWS Publications, Leiden University, 1999.

dans les ressources financières que dans le mode de vie quotidien et l'accès à certains services sociaux.

Libéralisation et crise de l'économie de plantation

Une libéralisation économique généralisée a été en fin de compte un vecteur de pauvreté qui explique largement les revers électoraux récents de ceux qui prétendaient détourner à jamais le pays d'une influence prépondérante du MLSTP. Cette situation, si évidente sur place pour tout observateur sur le moyen et long terme⁸, rejoint en fait celle de nombreux États où des régimes rattachés à l'orbite soviétique se sont écroulés eux aussi après la destruction du mur de Berlin, dans l'après-1989 du communisme mondial moderne. Une application de la doctrine néo-libérale volontariste et ordonnée, par une communauté internationale regroupée autour des institutions de Bretton Woods (en l'occurrence la Banque mondiale, le premier accord avec le FMI ne datant que de février 2000) et du système de l'ONU (le Programme des Nations unies pour le développement, PNUD, a créé une représentation importante à São Tomé et a disposé jusqu'en 2000 d'une aire de développement agricole spécifique) n'a pas pu en définitive résoudre un certain nombre d'aporées, s'il est permis d'employer ce terme dans un domaine où il ne s'agit pas de querelles théoriques, mais bien de problèmes concrets.

Le fond de la question réside dans la crise de l'économie de plantation locale, dont l'efficacité et la rentabilité ont presque disparu.

Il s'agit là d'un phénomène historique de grande ampleur. La colonisation de São Tomé aussi bien que de Príncipe a été rendue effective par la mise en valeur agricole, tandis que l'économie des deux îles a connu différents cycles depuis le début du XVI^e siècle :

- prépondérance originelle de São Tomé, devenant le premier producteur mondial de sucre tout en produisant du vivrier pour les navires fréquentant l'Afrique et les besoins de la traite négrière ;
- au cours des XVII^e et XVIII^e siècles déclin agricole relatif (du sucre exclusivement) accompagné d'une diversification croissante des services, ceci parallèlement avec une grande instabilité politique (dont des invasions et occupations françaises et hollandaises) ;
- reprise en main progressive par un Portugal encore associé au Brésil (à partir de la période pombalienne) et lancement du cycle moderne de plantation, le café (*arabica* d'abord, *liberica* vers 1920 et *robusta* vers 1960) puis, dans la première moitié du XIX^e siècle, le cacao⁹. Après Berlin et le début de la phase de colonisation moderne du continent africain, Lisbonne reprend directement et effectivement (désormais sans aucune interférence brésilienne) le contrôle des deux îles sœurs du golfe de Guinée, leur complément Annobom, au sud, ayant été dévolu à l'Espagne. Ce mouvement ne fera bien sûr que s'accroître avec le régime Salazar, mais les grands succès

8. L'auteur de cet article a pu effectuer trois séjours à São Tomé, en 1983 puis 1998 et 2000.

9. Selon J. de QUEIROZ, « Páginas da história de S. Tomé e Príncipe - o café e o cacau : a formação da grande roça », *Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa*, série n° 113a, 1-12, janv.-déc. 1995 : 193-204 (voir en particulier p. 196). C'est le *marechal de campo* João Batista e Silva de Lagos, faisant fonction de gouverneur, qui introduisit les premiers cacaoyers à São Tomé, qui furent ensuite transplantés à Príncipe en 1822.

économiques sont alors déjà loin, car c'est au tout début du xx^e siècle que São Tomé devient brièvement le premier producteur mondial de cacao¹⁰.

Le mode de production des anciennes roças

Ces succès passés et présents, en termes de recettes financières et de mise en valeur effective du pays, ont été très largement acquis par les efforts d'une main-d'œuvre servile (jusque vers 1880) appelée « Gabon » dans la deuxième moitié du xix^e siècle, ou quasi servile après la suppression officielle de l'esclavage, par un système de recrutement de travailleurs salariés venus d'Afrique continentale (Angola et surtout Mozambique, puisqu'ils sont nommés encore aujourd'hui « Tonga »), auxquels s'ajoutèrent au cours du xx^e siècle et surtout sous Salazar des Capverdiens. La mobilité effective de ces travailleurs « libres » et sous contrat était si faible que le chocolatier britannique Cadbury dénonça en 1910 dans son livre *Labour in Portuguese West Africa* un système de *cocoa slavery* inavoué, créant ainsi un scandale international qui conduisit les responsables des plantations à multiplier les services sociaux sur place, mais sans accentuer sensiblement la mobilité des travailleurs par rapport à leur pays d'origine. Après l'indépendance et la nationalisation de ce qui étaient des entreprises privées ayant brutalement perdu leur encadrement portugais (avec l'exode massif des métropolitains qui accompagna celui de l'Angola à la même époque), cette mobilité fut encore réduite de fait tandis qu'en revanche, à l'intérieur de chaque ensemble agro-industriel (une *empresa* et ses *dependências* formant autant de *roças* à la dénomination distincte), un effort marqué porta, à l'initiative du parti unique désormais propriétaire, sur les services sociaux, en particulier d'éducation et de garde des enfants.

Malgré la qualité du *cacau fino* (du type *foresteiro*) de São Tomé, le système des grandes plantations lancé au milieu du xix^e siècle par João Maria de Sousa e Almeida, un Luso-Portugais gouverneur de Benguela en 1841, qui fut fait 1^o *barão de Agua-Izé* (du nom de la terre qu'il avait acquise en 1853 au sud de la capitale) à la suite de ses succès agricoles santoméens, était déjà complètement usé, en termes de rentabilité économique, après la Première Guerre mondiale. Cependant, des milliers de travailleurs agricoles demeuraient encore dans les *roças* au moment de l'indépendance, et si les plants n'étaient guère renouvelés, la production se maintenait à un faible

10. *Ibid.* : 197. Cet auteur donne les chiffres suivants : 1914, sommet de production avec 33 320 tonnes, à comparer avec 10 000 tonnes en 1898 et 26 283 tonnes en 1921, 12 470 tonnes en 1926, puis 6 972 tonnes seulement en 1940. Ces éléments sont à rapprocher de ceux des exportations, donnés dans la principale étude géographique sur l'île de São Tomé à la fin de la période coloniale, celle de F. TENREIRO, *A ilha de São Tomé*, Lisbonne, Memórias da Junta de investigações do Ultramar, 24, 1961. Selon lui, le sommet des exportations a été atteint en 1913 avec 36 500 tonnes, contre environ 20 000 tonnes par an de 1920 à 1925, puis une oscillation annuelle de 8 000 à 14 000 tonnes entre 1926 et 1939, et enfin un retour au niveau de 1896-1897 à partir de 1940, avec une moyenne annuelle de 7 000 tonnes. Il affirmait d'autre part que la production de 1898 (10 000 tonnes, premier exportateur africain) représentait 11,5 % de la production mondiale, contre 6,3 % en 1918 (p. 227), 1,8 % en 1938 et 1,2 % en 1948. Les chiffres officiels recueillis par nous même sur place en 1983 faisaient état de 3 456 t de cacao exportées en 1981, pour une production chiffrée à 5 279 tonnes (contre 7 011 tonnes en 1980). Actuellement, les données d'exportations paraissent assez peu fiables, avec des estimations de production qui en 1996 se situaient en dessous de 4 000 tonnes pour remonter, dit-on, à 4 500 tonnes en 1998, avant la chute des cours mondiaux qui les fit redescendre en dessous de 4 000 tonnes de cacao de qualité dégradée en 1999. Il faut noter que tous ces chiffres concernent du cacao sec, alors que le produit acheté aux petits producteurs depuis la réforme agraire de la dernière décennie est en gomme (1 tonne de cacao en gomme = 500 kg de cacao sec environ).

rendement grâce à un travail remarquable de connaissance agronomique des arbres (souvent assez différents à l'intérieur d'un même ensemble) et par de patients travaux d'irrigation des terres et d'entretien des sols exigeant une importante main-d'œuvre assez largement féminine. La production caooyère était complétée par différentes cultures de rente, café (jamais plus de 2 000 tonnes exportées, et ce à la fin du XIX^e siècle) ou encore palmier à huile et cocotier. Les résidences des cadres ou les locaux de service des *empresas* avaient en général grande allure, tandis que les tristes logements des *comboios* (semblables à des compartiments de « wagons » de chemin de fer) des ouvriers ne disposaient que de l'indispensable et reposaient sur le principe de la promiscuité, fort peu différent en fait de ce qu'il avait été sous l'esclavage officiel de jadis. C'est de tout cela dont hérita le MLSTP en 1975 et il le géra d'une manière agronomiquement peu éclairée (faisant appel faute de mieux à des Cubains sans expérience du cacao) mais socialement assez résolue. Pourtant, même ce dernier effort échoua, faute de devises pour importer la nourriture indispensable à la survie des grandes *roças* et de leurs résidents.

Une des caractéristique du système moderne de plantation à São Tomé e Príncipe était aussi ce que l'on pourrait décrire comme son extra-territorialité. Alors qu'au XVI^e siècle l'économie sucrière était entièrement maîtrisée par des colons propriétaires de moulins à sucre (*engenhos de açúcar*) où leurs esclaves, relativement autonomes dans des *roças* au sens originel du mot, des « essarts », subsistaient par eux-mêmes tout en ayant l'obligation de travailler l'essentiel de la semaine sur les cannes du maître, il n'en alla plus ainsi à partir de la fin du XIX^e siècle, lorsque l'économie à dominante caooyère fut dirigée du Portugal, principalement par des sociétés anonymes.

Le baron (*barão*) d'Água-Izé reste l'homme de la transition entre ces deux systèmes socio-économiques, si différents dans leur esprit et dont le divorce explique l'adhésion à l'idée de l'indépendance de la part de créoles par ailleurs profondément intégrés, à tous points de vue, dans la société portugaise. Les grandes familles métissées, la *nobrezza da terra*, aussi bien que les *forros* (les « affranchis »), descendants des premiers colons et de leurs esclaves domestiques se sentirent tout à fait étrangers au nouveau développement agricole de leur pays, et ce d'autant plus que le cacao n'a jamais été largement consommé sur place¹¹, contrairement au café, tandis que la canne, même sur des superficies limitées, joue encore un rôle essentiel dans l'économie intérieure par la production de *cacharamba*, l'eau-de-vie locale.

Au moment de l'indépendance, alors que la population était encore inférieure à 100 000 habitants, le MLSTP se substitua simplement aux anciens propriétaires portugais dans les grandes *roças* qui constituaient désormais l'essentiel des superficies cultivées, et le système productif antérieur, source exclusive de devises, continua comme par le passé, mais avec moins d'efficacité encore. Le pays fut donc étouffé financièrement, car l'aide de partenaires internationaux comme l'URSS, la Chine, Cuba ou l'Angola était inexistante en apports monétaires, ce qui explique largement le rapprochement progressif avec le camp occidental à partir de 1985, avant même l'effondrement final de l'empire soviétique.

11. F. & J.-M. MASSA, *Dictionnaire bilingue portugais-français des particularités de la langue portugaise en Afrique. II. São Tomé e Príncipe*, Rennes, GDR 817 (CNRS)-EDPAL (Université de Haute-Bretagne), 1998, signalent néanmoins, p. 1, « Açucarinha, n.f., friandise à base de cacao râpé et de sucre. On confectionne ces friandises chez soi, mais on les trouve également sur les marchés ».

Après la démocratisation, l'aide internationale se déversa dans des proportions telles que, conséquemment, São Tomé est aujourd'hui l'un des pays les plus endettés au monde par tête d'habitant, avec, selon les statistiques de la Banque mondiale de mars 2000, un stock de dette multilatérale de 147 millions de dollars. Ceci régla provisoirement les difficultés d'approvisionnement national (la RDSTP importerait encore de 40 à 60 % de ses besoins alimentaires) et le marché local de la consommation se développa anarchiquement sur un pactole dont le caractère, partiellement remboursable, échappa à toute attention dans l'euphorie de ce que certains sur place appelèrent le « temps des projets » (par opposition au « temps du parti » et à l'époque coloniale). Dans une vision plus approfondie, cependant, il fallut bien s'attaquer au problème du développement des ressources pérennes d'un État ne pouvant évidemment vivre régulièrement et sur le long terme de la simple aide extérieure.

C'est la Banque mondiale, *leader* des bailleurs de fonds internationaux, qui inspira la réforme foncière, acceptée par un gouvernement santoméen résigné au démantèlement des grandes *roças* agro-industrielles, ce qui correspondait aussi au vœu secret de la majorité créole de la population, ayant toujours refusé de participer autant que possible au système, considéré par elle comme servile et dégradant, de production cacaoyère sur ces entités (d'où l'affaire du « massacre de Batepá » en 1953, devenu un symbole majeur de la lutte pour l'indépendance).

Diverses tentatives eurent lieu, entre 1985 et 1991, dans le sens de la concession de la gestion de grandes entreprises à des opérateurs privés étrangers ou d'allocation informelle de parcelles à des travailleurs des *roças*. Mais la politique systématique d'encouragement à la création artificielle d'une nouvelle catégorie sociale de petits planteurs de cultures de rente, sous le vocable d'« agriculture familiale » (terme paradoxal alors que le mariage est peu fréquent sur place, tandis que l'organisation clanique de type africain ne se rencontre que dans la minorité culturelle des pêcheurs *angolares*), ne se développa qu'à partir de 1991 avec la réforme agraire lancée par le *decreto-lei n° 251/91*. Celle-ci organisa le démembrement de 20 000 ha de grandes propriétés publiques (1/5^e de la superficie du pays) en les distribuant à des *novos agricultores*, allocataires moyens (de 10 à 700 ha, et 14 500 ha au total fin 1998) ou petits (2,4 ha en moyenne, sur 6 500 ha fin 1998), qui tous n'étaient pas considérés par la loi comme des propriétaires au sens plein (contrairement aux *forros* héritant légalement de leurs parcelles familiales traditionnelles).

Les insuffisances d'une réforme

Le résultat économique et social de ce mouvement foncier, d'une ampleur sans précédent, fut aussi décevant que coûteux car les bailleurs de fonds (et notamment la France) avaient soutenu fortement ce programme, surtout dans son aspect de petite agriculture « familiale ». En réalité, et pour faire bref dans une analyse méritant d'être affinée, on ne passe pas automatiquement et aisément d'un système de travail salarié – proche du servage et reposant sur le principe de l'absence d'initiative du travailleur de base – à un autre qui s'appuierait sur l'initiative du paysan autonome conscient de sa liberté d'action et de ses possibilités de profit. Le modèle ivoirien, que certains prenaient en exemple, ne s'appliqua pas face à une main-d'œuvre

fortement féminisée et plus portée sur le développement des cultures vivrières que sur celles de rente. La déstructuration de ce qui restait de l'organisation hiérarchique des *roças* fut aussi celle de tous les groupes humains concernés, puisque dans les *empresas* et *dependências* le travail était le cadre autour duquel s'organisait l'ensemble du lien social, dans la mesure où les différents acteurs ne se trouvaient rassemblés dans l'espace commun que pour cette unique raison.

Les nouvelles *comunidades* (« communautés ») qui ont succédé aux anciennes *empresas* suivant un programme graduel (la *roça* Agostinho Neto, anciennement Rio de Oro, qui fut le fleuron de l'économie coloniale puis marxiste, étant, dans un état d'abandon extrême, l'une des dernières à être divisée et privatisée) n'en ont guère que le nom, et le fond du problème est bien l'absence de sentiment de solidarité entre leurs membres. Des tentatives diverses ont été effectuées pour structurer les nouveaux paysans indépendants. Mais en fait, les réussites, quand elles existent, demeurent purement individuelles, que ce soit au niveau du *trading* des produits de rente ou de la commercialisation nationale de cultures vivrières qui s'avèrent plus lucratives que le cacao, peu rémunérateur (et deux fois par an seulement) pour les petits allocataires de terre, compte tenu des faibles tonnages, et qui rapporte moins que la pêche artisanale et la revente du poisson, aussi bien que le maraîchage, le petit élevage, la production d'alcool ou simplement l'activité de *vinhateiro*, ramasser le vin de palme pour le commercialiser sur le marché local (une bouteille de vin se vend aujourd'hui deux fois plus cher qu'un kilo de cacao en gomme).

La libéralisation systématique et sans garde-fous a été économiquement désastreuse, dans la mesure où elle a entraîné une concurrence sauvage entre acheteurs de cacao, favorable aux tonnages jusqu'à la crise des cours de fin 1998, mais contraire au maintien de la qualité et qui a encouragé les vols de cabosses dans les plantations. De grandes entreprises étrangères, allocataires de quelques domaines encore indivis et disposant d'installations de séchage, n'ont pas joué, dans cette conjoncture, le rôle moteur que l'on attendait d'elles. Un groupe franco-ivoirien s'est retiré en 2000, après avoir englouti des sommes considérables sur crédits publics français. La spéculation au jour le jour l'a emporté sur le souci d'un développement agricole ordonné et à long terme. En réalité, la trop grande convergence entre les principes d'une libéralisation totale, imposés par les bailleurs de fonds, et l'individualisme imprégnant de tout temps la vie nationale, a aggravé la crise socio-économique, même si l'ouverture sur l'extérieur a donné un accès sans précédent aux biens de consommation, comme une mobilité jamais vue en direction de Lisbonne et secondairement de Luanda ou Libreville.

De la sorte, le PNUD, dans son Indice de développement humain (IDH), classait encore en 2000 São Tomé dans la catégorie moyenne, au 132^e rang, après le Ghana (129^e), le Zimbabwe (130^e) et la Guinée équatoriale (131^e), devant le Cameroun (134^e), les Comores (137^e) et le Congo-Brazzaville (139^e), tandis que la Côte d'Ivoire aussi bien que le Sénégal étaient en *low human development*, respectivement aux 154^e et 155^e rangs. Mais il notait aussi que la baisse moyenne annuelle de cet indice était de 1 % par an entre 1986 et 1998 (du même ordre que pour la Côte d'Ivoire, -1 % entre 1975 et 1998)¹². Le

12. UNDP, *Human Development Report 2000*, New York-Oxford, Oxford University Press, 2000 : 184-185 (tableau 8, « Trends in human development and economic growth »). Sur cette question, difficile à évaluer avec une grande précision quantitative, de la dégradation

paradoxe actuel est que les travailleurs des *roças*, qui semblaient, au temps du parti-État, demeurer, avec leurs salaires et les services sociaux qu'on leur offrait, des privilégiés par rapport à bien des *forros* dans leurs hameaux (*aldeias*) et leurs champs (*glebas*) traditionnels, sont maintenant les plus démunis en moyenne, parfois incroyablement isolés au bout de pistes de montagne à l'abandon et sans les avantages dont ils disposaient avant la réforme foncière (adduction d'eau, électricité, crèches, dispensaires, etc.). Les projets de relance touristique et de sauvetage du patrimoine immobilier national ne changeront pas leur sort de sitôt.

Une volonté nouvelle de redressement

Néanmoins, le gouvernement MLSTP est beaucoup plus concerné par tous ces problèmes que des prédécesseurs extraordinairement irresponsables. L'accord annoncé le 9 février 2000 avec le FMI sur un « Programme pour la croissance et la lutte contre la pauvreté », triennal (2000-2002) et correspondant à un nouveau type de convention avec le Fonds, devrait contribuer à modifier le climat d'ensemble du développement économique mais aussi social. Le PNUD de son côté a accepté d'organiser une table ronde pour le soutien à un plan triennal ordonné, avec aussi des objectifs identifiés à plus long terme, ce qui est sans précédent dans la gestion du pays. Mais il faudra tenir compte, parallèlement, de la lassitude des bailleurs de fonds après le gaspillage de la folle décennie 1990. Seule Taiwan, isolée du reste de la communauté internationale des donateurs, ne semble pas encore découragée et accorde, depuis 1998, 10 millions de dollars par an. Il faudra beaucoup plus, cependant, pour appliquer de vastes et souhaitables projets de relance éducative, de diversification agricole, de développement touristique et de création de zones franches, en attendant le pétrole qui se trouverait au large de Príncipe mais qui exige encore une entente définitive avec le Nigéria sur les eaux territoriales.

L'une des pistes socio-économiques d'avenir pourrait être la relance du programme de moyennes entreprises, malgré son caractère décevant lui aussi (absentéisme des allocataires, faible volonté de développement des exploitations), en l'ouvrant plus à des initiatives venues d'expatriés et en tenant compte du fait qu'il est soutenu par la coopération portugaise, au moment où l'expérience prouve que ce sont toujours les Portugais qui ont le mieux réussi, ces dernières années, dans les tentatives de relance d'une cacaoculture locale, dont ils connaissent toutes les spécificités (la véritable connaissance agronomique ne s'invente pas). Quoi qu'il en soit, São Tomé devra trouver des ressources propres en devises extérieures, sous peine de devenir un État-mendiant, à la population accrue mais aussi appauvrie, insatisfaite et promise ainsi à une agitation endémique.

1^{er} septembre 2000

François GAULME

Revue *Afrique contemporaine*
et École militaire spéciale de St-Cyr

générale des conditions de vie en RDSTP (indéniable par certains aspects, surtout à Príncipe), on consultera aussi PNUD, *Rapport du développement humain São Tomé e Príncipe 1998* [São Tomé, Bureau national du PNUD, 1999].